

Entre monde et patrie : l'entreprise patrimoniale palestinienne, 1995-2002

*Sylvaine Bulle**

Dans *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte*, le sociologue Maurice Halbwachs avait fait converger son lumineux travail sur la mémoire collective à Jérusalem et en Terre Sainte, objet de toutes les croyances, de toutes les mémoires, de toutes les commémorations. Halbwachs travaillait déjà la figure du patrimoine, non pas au filtre de la conservation des monuments religieux mais de la mémoire de l'espace. L'espace n'était évidemment pas pour Halbwachs le cadre du souvenir, mais l'image de la stabilité du temps qui donne l'impression de retrouver le passé dans le présent. Il nous faut rassembler son analyse à la lumière de l'actualité urbaine de la ville palestinienne, dans la période contemporaine. Dans les territoires palestiniens, le temps historique est partout présent dans les politiques spatiales, le cadre bâti. L'intensité de la représentation territoriale entre de façon mythologique dans les pratiques culturelles et urbaines et les comportements symboliques.

Pour lever toute ambiguïté, nous précisons que nous nommons « processus de paix » la période ouverte par les accords signés à Oslo en 1993 concernant l'autonomie des territoires palestiniens, avec toute une série de mesures prises entre 1994 et 2000 soutenue par la Communauté Internationale : délimitation de zones autonomes sur un tiers du territoire où l'Autorité Palestinienne devient responsable de la sécurité et des affaires intérieures, élections et constitution d'un Parlement palestinien et de Ministères Publics, etc. La déclaration de principe d'Oslo, signée par les Israéliens et les Palestiniens, fixait une période intérimaire de cinq ans avant la création d'un État palestinien qui devait advenir en 2000. On sait qu'aucun accord ne fut trouvé entre Israéliens et Palestiniens au stade des dernières négociations de Camp David en 2000 et le processus de paix échouait pour aboutir à la reprise d'un cycle de violence amorcé dès l'été 2000. L'article n'aborde donc pas la toute dernière période de 2002 à 2004, caractérisée par la rupture des accords de paix, ni surtout la réoccupation militaire des terri-

* Sociologue, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et Institut Français du Proche Orient (IFPO).

toires palestiniens par Israël, à partir du printemps 2002, qui correspond à la réinstauration de la loi d'urgence prise en 1945 par les Anglais, réactivée une première fois par l'État d'Israël en 1967, lors de la guerre des Six Jours. C'est désormais le droit militaire qui s'applique à nouveau dans les territoires palestiniens, depuis mai 2002, pour ce qui concerne la sécurité intérieure et les mouvements de biens et de personnes, à l'exception des affaires civiles (immobilier, état civil, santé, éducation). Durant les cinq à six années d'autonomie, les déplacements étaient contrôlés mais relativement libres entre les villes de Cisjordanie, à l'exception de Jérusalem, dépendant d'Israël.

Nous parlons donc ici du fait urbain et patrimonial apparu dans la très éphémère période d'autonomie palestinienne (1995-2002). Sitôt le « processus de paix » avec Israël mis en œuvre en 1995, on a vu en effet s'ouvrir un grand nombre de « chantiers » politiques et urbains liés à la reconquête du bâti dans les principales villes palestiniennes de Ramallah, Naplouse, Gaza, Hébron, Bethléem : projets de musées de la mémoire, réhabilitation des centres anciens, fouilles archéologiques, régénération du patrimoine historique. De nouveaux entrepreneurs palestiniens transnationaux ou nationaux, de retour dans la « Mère patrie » de Palestine, se sont engagés en tant qu'architectes, investisseurs, organisations non gouvernementales et pourvoyeurs de fonds dans des opérations à petite échelle, diffuses et privatives, ou dans des restaurations d'envergure. La mémoire du patrimoine local et autochtone a été fortement invoquée comme une croyance politique dans la nation palestinienne, capable de « rassembler » ses communautés éparses autour des signes de son bâti, de ses monuments.

Qu'il s'agisse de la politique de préservation des vestiges ou de l'urbanisation sans limite constatée dans la période, l'ensemble des pratiques urbaines récentes en Palestine exprime le désir de recouvrer une présence collective à travers l'avènement d'un territoire-nation, partiellement libéré de la longue présence étrangère, militaire et coloniale¹. Mais les identités urbaines ne doivent pas être seulement considérées comme la stricte expression du patriotisme et de la construction de la nation. La politique de mémoire, vue ici dans le champ restreint de l'architecture et du bâti, doit être regardée au filtre des économies actuelles, de la circulation des idées ou du capital et d'une certaine internationalisation dont dépend fortement le champ urbain palestinien.

C'est dans cette tension entre patriotisme et influences allogènes que nous serons tentés de décrire le fait patrimonial récent en Palestine, qui se situe au point de contact entre un imaginaire national et une culture globale ou mondiale. La gigantesque opération *Bethléem 2000* liée à la commémoration universelle du millénaire est l'une de ces entreprises qui doivent être analysées à la croisée de la nation, de l'économique et d'une certaine culture publique mondiale.

1. Rappelons que la Palestine a connu, dans le seul XX^e siècle, cinq régimes successifs : le règne de la Sublime Porte de l'Empire ottoman s'est achevé en 1918 pour laisser la place au mandat anglais (1922-1947), puis à l'administration jordanienne (1948-1967). Après la guerre des Six jours, l'occupation militaire israélienne durera de 1967 à 1993 jusqu'à l'avènement fragile d'une indépendance évanouie en 2002.

Le présent du passé, les ruines de l'autre

La proposition qu'Halbwachs avait étudiée à Jérusalem [Halbwachs, 1941] est encore tenable : les populations transforment le paysage à leur image, s'enferment dans le cadre qu'elles ont construit et accroissent toujours le poids du passé. Les villes palestiniennes sont porteuses de modes anciens de fonctionnement qui persistent. En Palestine, l'espace et la ville se représentent moins dans le présent ou le futur d'un projet politique ou social que dans la dimension perdue du territoire. L'expérience urbaine tout comme l'espace-temps de l'habitant palestinien sont souvent ramenés à un principe de mémoire, lié à un fait majeur de l'histoire : la *Nakbah* (ou catastrophe), terme générique qui désigne le partage du territoire palestinien en 1947 entre Arabes et Juifs, et surtout ses conséquences. Suite au refus par les Palestiniens et les Nations arabes du plan de partage des Nations Unies, la Palestine historique et la ville de Jérusalem furent coupées en deux². La création de l'État d'Israël sur la partie occidentale de la Palestine en 1948, aux termes de deux années de guerre, entraîna l'exode et la dispersion de la plupart des Palestiniens arabes qui vivaient dans la partie occidentale de la petite province. Ils laissent alors derrière eux des demeures, villages et autres lieux d'appartenance³. Ce sont des ensembles organiques constitués autour du *hosh*, l'unité d'habitation rurale et traditionnelle, structurants de l'identité palestinienne, qui ont été ainsi abandonnés, sans retour et sans deuil possible, ou encore ont été détruits par leurs habitants d'origine. La nouvelle nation israélienne se construisait alors sur les traces et sur les ruines palestiniennes. De Tel Aviv à Jérusalem, des quartiers entiers furent tantôt détruits, tantôt réaffectés en équipements publics, tantôt réoccupés par des familles juives immigrantes, principalement d'Afrique du Nord et de Russie, ignorant tout de l'histoire récente ou de l'exil des habitants qui les précédaient.

Dès lors, face au cycle de destructions de ces maisons et villages, de leur abandon au profit de nouvelles populations israéliennes, face à la perte du sentiment « du lieu » ou d'un territoire d'appartenance, tout un champ de mémoire lié à cette réminiscence de lieux va démarrer silencieusement dans l'imaginaire palestinien, au sein de la communauté déplacée, réfugiée ou restée sur place. La figure de la spoliation et de l'exil va rejaillir à son tour sur le mythe de la tradition. L'olivier, l'oranger, la pierre, la voûte du *hosh* vont être confortés comme la seule marque d'authentification du peuple palestinien. Le village harmonieux, symbole de l'unité de vie palestinienne va devenir un fétiche collectif et politique. À l'époque de l'Intifada des années 1980, un village miniature, tout en pierre, sera par exemple reconstruit dans l'enceinte de l'université de Bir-Zeit, dans le cadre d'un festival national du renouveau folklorique. Bien plus tard,

2. 750 000 Palestiniens arabes fuirent le nouvel État d'Israël pour devenir, la plupart du temps, réfugiés dans les pays d'accueil (Jordanie, Syrie, Liban) ou en Cisjordanie administrée jusqu'en 1967 par les Jordaniens. 150 000 Arabes seraient restés en Israël (Jérusalem inclus) en 1948. La Cisjordanie compte 18 camps de réfugiés arrivés pour la plupart entre 1948 et 1950.

3. Plus de 400 villages ont été détruits dans la Palestine historique entre 1948 et 1950. La carte des villages abandonnés a été reconstituée par Walid Khalili [1992].

quand le territoire sera libéré de l'occupation militaire israélienne (1995-2002), le registre nationaliste palestinien, pour ne pas dire sentimental, ayant trait au culte de la pierre, va se généraliser : musées de la mémoire dans chaque ville de Cisjordanie et à Gaza, réhabilitation de vestiges ottomans, restaurants et ensembles utilisant des ruines dévastées.

La reconquête de la pierre va donner lieu à une véritable bataille entre les deux communautés juive et arabe. La pierre devint durant « l'âge d'or d'Oslo » un enjeu concurrentiel entre Palestiniens et Israéliens, voire une dérive. À Jérusalem, ville objet de tous les enjeux d'appropriation, tout un rituel de réappropriation de la pierre sacrée a lieu. Des employés municipaux de Jérusalem corrompus dépavent, aux portes de la vieille ville, des rues anciennes dont les pierres sont destinées aux nouvelles cités résidentielles israéliennes de luxe situées sur la ligne verte⁴. Des riverains arabes vendent clandestinement des pierres à de futurs acquéreurs (juifs) d'appartements. À quelques kilomètres de la vieille ville de Jérusalem, dans les territoires autonomes, de riches promoteurs de la diaspora palestinienne construisent également les premières résidences de luxe copiant le modèle du village perdu de Jaffa, agrémenté de la même pierre de Jérusalem taillée à la main⁵.

La nation rêvée et l'ère des commémorations architecturales

L'apologie du patrimoine culturel vernaculaire palestinien agit à l'extrême et comme une forme d'activation de la communauté nationale palestinienne, qu'elle soit exilée ou résidente au sein de ses territoires. Au tournant de la fragile reconstruction palestinienne des dernières années, la ruine a acquis, pour une courte durée, un destin mondial et universel. Une nouvelle sphère publique de la communication et de l'économie est apparue dans ce contexte de l'autonomie politique palestinienne, avec de nouveaux entrepreneurs économiques et sociaux (ONG, prestataires, intellectuels) agissant au nom du bien commun, de la cité, marquant le retour au monde de la communauté palestinienne. Une élite cosmopolite et entreprenante a émergé, active dans toute une série de projets économiques et sociaux. Durant quelques années, et jusqu'à la reprise du conflit, les villes palestiniennes allaient rejoindre le monde, les autres villes du monde.

Il est significatif que l'élite, une partie de la diaspora, se soient tournées vers le patrimoine : celui-ci est une « zone de contact » entre la conscience nationale, l'intérêt économique et la culture transnationale et universelle. Il demeure une ressource pour l'imaginaire national qui mobilise des investissements économi-

4. Par exemple, le nouveau « Village de David », condominium de luxe situé à l'entrée de la vieille ville, destiné à la diaspora juive américaine. Les publicités de vente des résidences insistent sur l'authenticité de la pierre blanche de Jérusalem qui recouvre les rues intérieures et quelquefois les façades. La pierre blanche de Jérusalem est vendue par correspondance aux futurs acquéreurs d'appartements sur Internet.

5. Par exemple, *Tal es Safa*, premier condominium de luxe dans les alentours de Ramallah où l'on retrouve la pierre taillée à la main au sein d'une architecture néo-traditionnelle. *Tal es Safa* est en quelque sorte le miroir symétrique du « Village de David », condominium israélien évoqué plus haut : mêmes cibles de clientèle fortunée et transnationale, même évocation de l'architecture traditionnelle ou de l'inspiration biblique du site.

ques, sur la base du désir d'images ou de pratiques marchandes répondant à une nouvelle attente et de nouveaux besoins (restaurants, hôtels, cafés, nouvelle esthétique). On a vu ainsi apparaître les premières cités privatives de haut de gamme (comme celle déjà citée de *Tal es Safa*, près de Ramallah) ou encore de gigantesques complexes d'affaires reproduisant une architecture néo-traditionnelle, situés dans des sites remarquables : les dernières collines restées intactes ouvrant sur Jéricho et la Mer Morte, à proximité des piscines de Salomon à Hébron, site ancestral d'irrigation et d'agriculture que l'on rattache à Hérode.

Le projet de sauvegarde du bâti, bien au-delà de ses seules intentions culturelles et commerciales, a fait resurgir un bien commun : le paysage, l'architecture traditionnelle, le centre historique, accessible ou appropriable par tous et sacralisé comme vecteur nationaliste. L'affirmation du patrimoine qui soude l'identité collective est notamment à l'œuvre dans les centres anciens, à Hébron, Naplouse, Bethléem et Gaza avec des réhabilitations de grande ampleur, quelquefois récompensées par des prix internationaux⁶. Dans chacun de ces cas, la réhabilitation d'un patrimoine historique arrive au terme de quatre décennies de dégradation d'un bâti muré, immobilisé, quelquefois vidé de ses résidents en raison de l'occupation militaire⁷.

Partout, la menace de la dévitalisation, de la guerre et surtout les registres symbolique et nationaliste sont invoqués. Quels que soient les événements qui parcourent la cité – guerre, guérilla, occupation – il semble que rien ne soit plus vital en Palestine que l'image conservée du centre ville, celui-ci représentant l'esprit de la nation, une certaine continuité temporelle, au-delà des ruptures historiques. Il n'est donc pas étonnant que la restauration ou la régénération soient des priorités pour les municipalités, bien au-delà des quartiers urbains récents et, souvent, au détriment de toute politique urbaine globale. De sa destruction à sa reconstruction, la ruine n'est-elle pas perpétuée comme catégorie stable de l'histoire ?

Unifier, pacifier, communiquer, la machine patrimoniale de Bethléem 2000

Hobsbawm a montré à quel point la tradition avait ses rites, sa formalisation, ses symboles réinventés, parmi lesquels les drapeaux et une certaine idée de la continuité historique [Hobsbawm, 1992]. La figure de Bethléem, ville millénaire, et la tournure du projet *Bethléem 2000*, gigantesque machine patrimoniale, sont

6. La réhabilitation de la vieille ville d'Hébron a reçu, en 1998, le prix Aga Khan, prix le plus important du monde musulman en matière d'architecture qui récompense régulièrement une poignée de projets. L'opération, sous l'égide du Comité de Réhabilitation d'Hébron et financé par l'Autorité Palestinienne et les pays du Golfe, concerne 400 logements et un patrimoine mamelouk de très grande qualité rénovés en moins de quatre années. Surtout, la vieille ville est l'objet d'un conflit de légitimité avec les colons israéliens, implantés en plein centre ancien.

7. Entre 1967-1994, l'administration militaire israélienne intervint régulièrement dans les centres anciens pour condamner ou obturer bon nombre d'immeubles, pour des raisons de sécurité. Ce fut surtout le cas des îlots les plus enclavés des médinas de Naplouse et Hébron (dans une moindre mesure, Ramallah), de structure labyrinthique, difficiles d'accès, et abritant des caches. Les immeubles furent murés, les habitants de la vieille ville de Hébron évincés.

ici des plus archétypales. La réhabilitation d'ensemble de la vieille ville de Bethléem, en vue des festivités internationales du Millénaire et pour la célébration du christianisme en Terre Sainte, évoque à elle seule la cristallisation des enjeux symboliques, locaux ou internationaux sur le patrimoine ancien, qu'il soit culturel ou religieux, chrétien et musulman. L'immense force mythique et symbolique du patrimoine est à l'œuvre, là où il évoque l'histoire de l'Humanité (la grotte de la Nativité, le tombeau de Rachel), là où il s'agit de déterminer ce qui doit être préservé, ce qui est national, international, palestinien, musulman, chrétien. Depuis des siècles, les lieux saints sont sous l'emprise des nations européennes, et la ville de Bethléem (70 000 habitants) est majoritairement chrétienne. « Jérusalem comme Bethléem sont séculaires et religieuses [...]. Avec humilité j'invite les églises chrétiennes, les organisations internationales, les gouvernements à contribuer à la restauration des monuments historiques, religieux, à l'architecture de Bethléem et de ses infrastructures [...] qui appartiennent au peuple palestinien » déclarait Yasser Arafat, président de l'Autorité Palestinienne en lançant le projet *Bethléem 2000* [UNESCO & Palestinian Authority, 1998, p. 7].

Unifier ou pacifier la communauté à partir d'un projet structurant de régénération urbaine : on peut penser, en reprenant le déroulement de l'affaire (1997-2000), que celle-ci entre dans une entreprise de construction symbolique d'un espace public et politique. Mais le désir de *polis* n'est jamais été très éloigné d'une entreprise de légitimation nationaliste, face à la présence continue des nations européennes depuis un siècle. Pour le proto-État palestinien, il s'agit, durant les brèves années d'autonomie, de fédérer les communautés chrétiennes et musulmanes autour de l'intérêt général : le tourisme et l'image de la ville, leurs retombées économiques, la reconstruction. Indirectement, il faut aussi pacifier les rapports communautaires et confessionnels entre chrétiens et musulmans, là où les conflits sont nombreux pour l'accès aux ressources symboliques de la cité (lutte pour les institutions, pour le foncier, divergences culturelles). Le patrimoine de la vieille ville, une fois réhabilité sous la haute initiative de l'Autorité Palestinienne, ne doit plus être seulement chrétien mais palestinien, c'est-à-dire national. Les acteurs techniques de *Bethléem 2000* se plaisent d'ailleurs à rappeler le caractère national de l'événement et invoquent moins le patrimoine chrétien que l'unité, voire l'universalité de la ville. Le motif de la célébration du christianisme en 2000 doit servir à mettre en place le plan d'urgence de la rénovation de la vieille ville. Celui-ci est décrit comme le défi de l'Autorité Nationale comme « un programme pour transformer Bethléem », en faire un pôle économique et touristique de premier rang. Le front de bataille pour la Palestine a en son cœur Bethléem pour concurrencer Jérusalem où les ressources touristiques de la vieille ville sont contrôlées et appropriées par l'État israélien.

La réhabilitation de *Bethléem 2000* est un mandat présidentiel, le premier projet national technique et politique d'envergure, autour de l'appropriation symbolique du patrimoine. Un ministre en charge de l'opération et un comité ministériel placé sous la responsabilité de Yasser Arafat ont été installés en 1998

avec une forte présence du système politique palestinien : membres de l'Autorité, de l'OLP et du Parlement palestinien. L'opération reste tributaire de la forte présence internationale en Terre Sainte car les nations européennes ne veulent pas perdre leur légitimité sur les lieux saints dont elles garantissent la stabilité depuis un siècle. Pour ces dernières, mais aussi pour le Vatican et les représentations des églises orthodoxes qui financent le projet, il s'agit implicitement de perpétuer les signes de la présence chrétienne et européenne. Chacun souhaite y aller de ses investissements pour être l'acteur privilégié d'une opération ambitieuse non seulement sur le plan urbain mais aussi diplomatique. Le comité international de pilotage créé sous la présidence de Yasser Arafat comprend : le Président russe, le Pape et l'archevêque de Canterbury, des président d'États comme ceux de l'Afrique du Sud, de la Colombie, de la Tunisie, du Sénégal, du Chili, du Maroc, la plupart des pays de l'Union européenne ou encore la Ligue arabe, la Banque mondiale et l'UNESCO. Le dispositif consensuel autour de l'universalité de la ville recouvre des stratégies différentes. Les enjeux de représentation diplomatique ont donné lieu, dès le démarrage, à de nombreux conflits d'intérêts entre l'Autorité Palestinienne et l'UNESCO ou les agences des Nations unies qui souhaitaient maîtriser l'opération. En fait, l'idée de la Terre Sainte, convoitée traditionnellement par l'Occident, est partout dans le projet, des stratégies diplomatiques de chaque nation aux expérimentations urbaines et culturelles.

La présence internationale n'est pas sans rappeler la période coloniale du mandat britannique quand les chancelleries créaient leurs propres édifices et services sociaux et amenaient leurs propres représentations d'une culture continentale. La structure de patronage œcuménique et consensuel basée sur la défense du patrimoine n'est pas sans évoquer celle de la *Pro-Jérusalem Society*, cellule mise en place huit décennies auparavant à Jérusalem par les urbanistes anglais autour du Haut Commissaire Herbert Samuel, administrateur du mandat britannique⁸, qui instaura tout un domaine de lois pour protéger la vieille ville à l'intérieur de ses remparts. Mais dans le cas de Bethléem, nous parlerions plutôt d'un projet « local-internationalisé ». Car, pour la première fois dans le développement urbain local, une équipe palestinienne tient les rouages d'un projet d'envergure, fut-il soumis aux normes internationales.

Le techno-cosmopolitisme de la machine *Bethléem 2000*

Sur le plan technique, un imposant dispositif a été mis en place entre 1997 et 2001. Il s'agissait d'achever, pour le passage au millénaire et la venue du Pape, une opération qui touche tous les secteurs de la vie urbaine et qui pèse plus de 200 millions de dollars⁹ en provenance de la communauté internationale. Une

8. Au sein de la *Pro-Jérusalem Society*, on trouvait comme membre d'honneur Patrick Geddes, urbaniste du premier *Masterplan* de Jérusalem en 1920 et auteur de *Cities in Evolution: an Introduction to the Town Planning Movement and to the Study of Civics*, London, Routledge, 1997 (1^{re} éd., 1922).

9. D'après les rapports d'activité réalisés par Bethléem 2000, documents internes non publiés, 2002.

équipe de direction du projet fut constituée pour couvrir tous les besoins (finances, infrastructures, restauration du patrimoine, construction, tourisme, relations publiques), composée d'ingénieurs et d'architectes ou d'administrateurs locaux. La direction et l'exécution du projet sont entre les mains de Palestiniens de haut niveau, formés à l'étranger, membres de l'élite ou dotés d'un leadership, ou encore de consultants internationaux soumettant régulièrement l'avancement du programme aux bailleurs de fonds¹⁰. Comment ne pas voir ici, en raison du cycle imposé par les commémorations et la suprématie des bailleurs de fonds, la forte emprise « d'un techno-cosmopolitisme » à mi-chemin entre le transfert de normes et l'expérimentation ? L'équipe du projet a intériorisé, au nom de la sophistication des normes occidentales, une certaine exigence professionnelle soumise au contrôle d'experts étrangers. Au stade de l'aménagement, la puissante compagnie d'investissements transnationale CCC (*Consolidated Contractors Compagny*), contrôlée par les hommes d'affaires de la diaspora palestinienne¹¹, est chargée de suivre l'ensemble des opérations mais doit tenir compte des exigences de chaque nation donatrice, de leurs agences et services d'ambassade.

Mais ce premier projet d'ingénierie internationale est confronté à des singularités locales. D'un côté, l'équipe du projet organise des concours internationaux, se porte garante de la transparence et de l'image moderne d'une opération sophistiquée. De l'autre, elle doit en négocier les effets avec les riverains : le Patriarche propriétaire des lieux saints, les fermiers délogés du souk de la vieille ville en vue de la reconstruction d'un marché moderne. Elle doit négocier avec la police pour le déplacement de son poste qui se trouve sur la place centrale de la Mangeoire (qui mène à l'Église de la Nativité). L'autoritarisme du geste urbain se confronte à l'exiguïté d'un tissu complexe, fait de ruelles encombrées, sujet aux conflits d'usages mais aussi culturels entre religieux, paysans, commerçants.

L'espace sacralisé est l'enjeu de toutes les rivalités et de toutes les émulations entre les différentes nations européennes pour apposer leur drapeau et ajouter leurs marques sur les voies réparées, les bâtiments restaurés... La première nation à poser son drapeau fut la Suède avec la construction du centre de la Paix en pierre blanche sur la place de la Mangeoire. Vint ensuite le tour de la France réhabilitant, entre autres, le Centre pour le Patrimoine, puis de la Grèce avec la réhabilitation de la grotte du Lait. Elles furent suivies de l'Allemagne et de l'Australie, la Finlande intervenant sur différents *hosh* à destination culturelle, à Bethléem et Beit Sahour, village chrétien proche¹². Les nations, la Communauté européenne et la Banque mondiale financent aussi les travaux de restauration exécutés par

10. Les avocats recrutés sont les meilleurs de la place (comme le cabinet Shehadeh qui conseille par ailleurs l'Autorité Palestinienne). Les cabinets internationaux Anderson et Saatchi furent sollicités comme consultants par le Ministre des Finances pour le marketing et la gestion. Les architectes chargés de l'opération ont été formés ou ont pratiqué à l'étranger (Shadia Tuqan, formée à l'Université de Manchester, Nada al Hussein, formée à Rome). Des experts spécialisés dans la conservation du patrimoine, parmi lesquels l'architecte français Santelli, l'urbaniste italien Giorgio Croci ont été également consultés.

11. Le président de CCC est Saïd Khoury, palestinien de la diaspora installé aux Emirats Arabes Unis.

12. La réhabilitation du patrimoine bâti public, principalement des centres culturels et communautaires, a atteint 60 millions de dollars selon le rapport d'activité de *Bethléem 2000* en 2002.

Bethléem 2000 sur les espaces et les rues de la vieille ville : la route du Patriarche, grande rue du centre menant à l'église de la Nativité, la rue Paul VI qui conduit à la grotte de la Nativité et différents squares ou marchés couverts.

La vaste entreprise de restauration du bâti ancien a modifié substantiellement la silhouette, les fonctions de la vieille ville et son image. Sur le plan urbain, *Bethléem 2000* a d'abord permis de résoudre des problèmes d'aménagement. Elle a permis de créer des équipements publics, de restructurer des îlots, avec la mise en valeur d'un style néo-traditionnel, d'embellir la ville, mais dans un périmètre délimité, c'est-à-dire dans la vieille ville et sur les parcours touristiques des villages chrétiens de Beit Sahour, Beit Jala, de Doha et des piscines de Salomon.

Bethléem 2000 était aussi un défi pour le secteur économique privé, lié au patrimoine et au tourisme¹³. C'est tout le secteur des travaux publics de l'ingénierie qui doit profiter de la manne financière destinée à la réhabilitation du centre ville. On retrouve au premier plan de l'opération des investisseurs palestiniens de la diaspora, groupés au sein du comité des entrepreneurs formé sous la houlette de trois leaders locaux (Mario Nazzal, Alberto Kassis, José Said), participant au sommet mondial des entrepreneurs de Davos de 1999 et 2000. Ils obtinrent de nombreux appuis des investisseurs de la diaspora palestinienne et du monde arabe. Ce sont surtout les entreprises les plus importantes, ayant « pignon sur rue », et un accès aux équipes de ce projet national internationalisé ou correspondant aux standards fixés par la puissante Compagnie transnationale CCC, qui se sont vus octroyer les marchés.

« Connecting with the World » : le patrimoine comme culture publique

Bethléem 2000 ne serait-elle pas une synthèse de la Palestine en construction ? Une notion moderne du patrimoine, déployée par un dispositif technique et politique sur la base de couches économiques, a permis de faire de Bethléem un bien culturel détenu ou véhiculé par des commanditaires mondiaux, approprié plus ou moins par le secteur privé des entrepreneurs et partagé par les riverains commerçants de la civilisation touristique tirant profit des bazars, restaurants, ventes de souvenirs, visites guidées. Ce qu'il est possible d'établir, ce sont les effets techniques et économiques de la machine patrimoniale.

On perçoit aujourd'hui, malgré les difficultés de mise en œuvre rencontrées, les effets d'un transfert culturel européen sur le milieu professionnel de l'urbanisme et du patrimoine, qui a permis à une culture technique d'émerger. Le secteur privé des sociétés de construction et d'ingénierie est le premier bénéficiaire d'une certaine circulation des savoir-faire amenés par les agences internationales dans la vieille ville. Les prestataires ont acquis une expertise technique

13. 85 millions de dollars sont alloués, en prêts aux entreprises, pour des projets de rénovation, d'après le rapport d'activités de *Bethléem 2000*, publié en 2001.

et une accessibilité aux ressources internationales et bon nombre d'entre eux ont depuis la fin des opérations gardé l'accès à un marché international. Des avancées culturelles sont observées dans les services techniques de la Municipalité de Bethléem : sensibilisation aux enjeux de restauration et de préservation du patrimoine, mise en place de réglementations urbaines, même si les préoccupations urbaines restent peu lisibles. Car le fait est que les quartiers périphériques, à l'inverse de la vieille ville, suscitent peu de préoccupation à l'échelle municipale.

Il est clair que l'invocation de la valeur patrimoniale et de la cité comme un bien commun politique et social, au sein d'un projet national internationalisé, a fait émerger les sphères de la communication et du *management*, l'une n'allant guère sans l'autre, toutes deux partagées et appropriées par une élite. On devrait, pour examiner *Bethléem 2000*, se référer moins à la notion d'espace public qu'à celle de culture publique, telle que l'a bien mise en valeur Appadurai [1992]. Dans le contexte colonial ou post-colonial mais aussi mondial, une zone cosmopolite du tourisme, des médias, du patrimoine ou des musées dessine une nouvelle culture publique, c'est-à-dire un espace de négociation d'intérêts entre État, secteur privé, média et entre classes sociales. On doit comprendre le patrimoine, le tourisme comme le secteur des médias que l'on retrouve tour à tour à Bethléem, comme une zone de contact entre localité et cosmopolitisme. *Bethléem 2000* est à la fois une opération internationale, nationaliste et économique. En contrepartie du versant dévotionnel, la Terre Sainte est pensée comme une ressource économique et touristique qui permet de mobiliser d'abord le secteur de la construction et de la communication.

« *Connecting with the world* »¹⁴ : le second pôle d'investissement symbolique de *Bethléem 2000* après le patrimoine est celui de la communication. Il s'agissait pour le passage du millénaire, à travers de vastes événements, de collecter des fonds internationaux et surtout de promouvoir Bethléem comme la première ville pacifiée. Les événements artistiques pour le Millénaire s'adressent moins à la communauté locale chrétienne ou orthodoxe, aux résidents de Bethléem, qu'à un public national global, arabe ou international. Il nous renvoie aux modalités de diffusion d'un imaginaire par une sphère publique émergente, celle de la bourgeoisie transnationale entrepreneuriale dans le secteur de la communication. Les spectacles organisés puisaient dans le registre méditerranéen, palestinien, européen et international pour correspondre aussi à la venue des pèlerins chrétiens en provenance du monde entier. Les concerts de musique classique ou de chanteurs arabes furent retransmis par satellite. La venue de groupes folkloriques de Gaza ou de Ramallah célébrait la « terre patrie ». Chaque événement culturel occupait l'espace symbolique de la communication de la place de la Mangeoire, propriété du Patriarche arménien qui ouvrait les portes de son couvent accédant à l'église de la Nativité pour les besoins techniques des concerts, dérogeant ainsi pour la première fois aux accords ancestraux sur l'accès aux lieux saints : la porte séparant le couvent

14. Intitulé du document de présentation de l'opération publié par le service de Relations Publiques de *Bethléem 2000*, Bethléem, printemps 2001.

de l'église de la Nativité était scellée depuis un siècle. La place de la Mangeoire est devenue, le temps de quelques saisons, l'expression de la culture publique désacralisant l'espace ou, en tout cas, le soumettant à des zones d'influences plurielles : en premier lieu, celle du spectacle rencontrant la présence religieuse.

À la périphérie des commémorations, l'ordinaire de la ville

Mais comment est perçu cet événement universel dans le voisinage proche ? On peut se demander si l'intérêt général qui a guidé l'entreprise de réhabilitation a permis de construire la cité multiple, désirée par les promoteurs nationaux et internationaux du projet. L'événement urbain délaisse les faubourgs immédiats et s'est détourné du camp de réfugiés de Al-Dheisheh, proche de la ville et visible depuis la place de la Nativité, de celui de Ayda, à quelques kilomètres des piscines de Salomon. La substance du projet et les investissements pour les infrastructures se sont évanouis aux portes de la vieille ville. La mécanique du projet ne permet pas d'intervenir sur les périphéries ou, par exemple, de raccorder les habitations privées aux nouvelles infrastructures. Aussi les façades et le tissu réhabilités sont-ils offerts à la vue du passant, mais les habitants de la vieille ville se plaignent-ils toujours de n'avoir pu obtenir le tout-à-l'égout.

On perçoit bien les difficultés ou les contradictions propres à un appareil technique sophistiqué et à une économie générale du projet quand il s'agit de résoudre des questions sociales et urbaines ou d'aider le développement de la périphérie. Les maires des villages ont émis de nombreuses demandes et réclamations pour figurer dans les listes des opérations prestigieuses de *Bethléem 2000*, impliquant plusieurs centaines de millions de dollars. Le projet a donc parfois pris une tournure locale et rurale quand des maires et habitants des petits villages, soucieux d'être associés à la machine patrimoniale et à ses retombées, protestaient auprès du gouverneur, ou quand des manifestants occupaient les routes. La machine patrimoniale fit en sorte d'électrifier les villages, de réaliser de très nombreux travaux de voies rurales ou d'assainissement. Mais les couches populaires et les quartiers périphériques, les villages situés sur les parcours des pèlerins ont, semble-t-il, peu bénéficié des retombées économiques et des infrastructures urbaines du projet national. Car la ville reste fortement segmentée entre la présence chrétienne détenant les ressources commerciales et touristiques de la vieille ville, contrôlant l'accès aux sites chrétiens, et la ville des musulmans, plus à l'écart, même si le patriotisme est une valeur partagée.

Ainsi ce bien commun, utilisant le fond de mémoire, revient finalement aux logiques communautaires, aux enjeux de contrôle de l'espace. *Bethléem 2000* n'a semble-t-il pas permis d'assembler les pans de la ville, les fractions claniques. Nul ne conteste le bien fondé de l'opération ou la célébration de l'icône de la Nativité. Celle-ci est partagée par l'ensemble des groupes bethléemites en tant que valeur culturelle et patrimoniale. Et durant les dernières années de festivités, la place de la Mangeoire fonctionnera moins comme lieu de coexistence des communautés que comme icône et espace médiatisé.

À peine un an après la fin des festivités arméniennes, orthodoxes et chrétiennes, qui ont vu la ville accueillir, notamment, le Président russe et le Secrétaire Général des Nations unies, la ville s'est repliée sur elle-même en raison de sa réoccupation par les Forces de Défense israéliennes au cours de l'année 2002. La place de la Mangeoire était redevenue l'arène de combat entre militaires et activistes hautement médiatisée. L'église de la Nativité fut occupée par des combattants résistants palestiniens puis bombardée en retour par l'armée israélienne¹⁵. La reprise du conflit n'a pas épargné le patrimoine ancien. Les bombardements ont atteint les rénovations réalisées par la communauté internationale. Pour certains, il s'agissait même, pour l'État d'Israël, de délégitimer la présence chrétienne et européenne en Terre Sainte, aux portes de Jérusalem.

La dialectique du temps, de la mémoire et de la guerre

Détruits, revendiqués ou célébrés, les centres anciens ne désignent-ils pas la stabilité d'un cadre de référence, une pure expression de la nation ?

« Il y a quelque chose de religieux dans le monument civil, au double sens de *relegere* (recueillir) et *religare* (relier les hommes) » signale Régis Debray [1999, p. 27]. On le voit, la construction fragile de la nation palestinienne a permis de réunir symboliquement la communauté autour d'un semblant d'État et d'espace-temps. L'idée de nation semble surtout converger dans les objets de dévotion à l'instar du monument, des centres anciens, des lieux de mémoire. Le monument, l'aménagement, le fond patrimonial, signifient le fait de pouvoir « s'approprier ses destinées » [Baudoui, 1997, p. 311], là où l'individu prétend dépasser son statut ou sa condition, acquérir une faculté d'agir. Tout a consisté, dans le contexte de la construction de la nation palestinienne, à activer la conscience collective : de la fabrique urbaine plus ou moins manquée, à la mise en discours de la question de Jérusalem et de l'existence d'une Palestine perdue et en lutte, à la repatrimonialisation de Hébron et Naplouse, relançant l'entreprise de mémoire.

Il faut mettre en relation ces comportements urbains avec la phénoménologie et l'espace-temps propres à l'habitant palestinien. Privé d'un espace originel, celui-ci continue d'aménager son présent rétréci, sans « horizon d'attente », en fonction d'un temps et d'un territoire passés devenant le présent historique. Toute la valeur des choses, le vécu, prend part entre ce futur non matérialisé et le passé que l'habitant cherche à retrouver dans les formes les plus symboliques. La ruine et le vestige réhabilités semblent alors apporter la garantie que rien n'a changé et donne peut-être l'illusion de l'éternité. Elles représentent « le temps pur », c'est-à-dire un temps définitivement perdu¹⁶.

15. Les combats entre résistants palestiniens et Forces de Défense israéliennes ont duré tout l'automne 2002 et le couvre-feu instauré sur la vieille ville a été levé à la fin du printemps 2003.

16. « Le temps pur » est l'expression employé par Marc Augé dans son analyse des ruines, qu'il oppose au temps historique [Augé, 2003, p. 9].

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON B. [1996], *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- AUGÉ M. [2003], *Le temps en ruines*, Paris, Gallimard.
- APPADURAI A., BRECKENRIDGE C. [1992], « Museum are Good to Think », in I. Karp, C. Kreamer, S. Lavine (ed.), *Museums and Communities*, Washington/London, Smithsonian Institution Press, p. 34-55.
- BAUDOUI R. [1997], « Imaginaire culturel et représentations des processus de reconstruction en Europe après 1945 », in D. Barjot, R. Baudoui, D. Voldman (dir.), *Les Reconstructions en Europe, 1945-1949*, Paris, Éditions Complexes.
- BOLTANSKI L., CHIAPELO E. [1999], *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BULLE S. [2001], « Oublié, revendiqué, célébré : les désordres du patrimoine en Israël et Palestine », *Revue Eurorient*, Paris.
- BULLE S. [2000], « Identités Nationales et identités urbaines en Palestine : Comment lire l'espace palestinien ? », *Revue d'Études Palestiniennes*, n° 22, p. 35-47.
- DEBRAY R. [1999], « Le monument ou la transmission comme tragédie », *L'Abus monumental, Acte des Entretiens du Patrimoine*, Paris, Fayard.
- FOUCAULT M. [1982], « Espace, savoir et pouvoir, entretien avec P. Rabinow », *Skyline*, n° 3, p. 16-20.
- FOUCAULT M. [1971], *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- FRIEDMAN J. [1994], *Cultural Identity and Global Process*, London, Sage Publications.
- HABERMAS J. [1993], *L'espace public, archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- HABERMAS J. [1996], *La paix perpétuelle*, Paris, Éditions du Cerf.
- HALBWACHS M. [1941], « La topographie légendaire des évangiles en terre Sainte », *Étude de mémoire collective*, Paris, Alcan.
- HALBWACHS M. [1968], *La mémoire collective* (1^{re} éd. 1950), Paris, PUF.
- HALBWACHS M. [1994], *Les cadres sociaux de la mémoire* (1^{re} éd. 1925), Paris, Albin Michel.
- HANAFI S. [1997], *Entre deux Mondes : les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et de la construction de l'entité palestinienne*, Le Caire, Les dossiers du Cedej.
- HANAFI S. [1998], « Contribution de la diaspora palestinienne à l'économie des Territoires : investissement et philanthropie », *Maghreb-Machrek*, n° 161, Paris, La Documentation française.
- HOBBSBAWN E., RANGER T. (ed.) [1992], *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.
- JERUSALEM MEDIA & COMMUNICATION CENTER [1999], *Foreign Aid and Development in Palestine*, Jerusalem.
- JUDY H.-P. (dir.) [1990], *Patrimoines en folie*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- JUDY H.-P. [2001], *La Machinerie Patrimoniale*, Paris, Sens et Tonka
- KARP I., KREAMER C. et LAVINE S. (ed.) [1992], *Museums and Communities*, Washington/London, Smithsonian Institution Press.
- KHALIDI W. [1992], *All That Remains, The Palestinian Villages occupied and Depopulated by Israel in 1948*, Washington D.C., Institute for Palestine Studies.
- MOPIC (Ministry of International Cooperation) [1998], *Endangered Cultural Heritage Sites in the West Bank Governorates et Jerusalem Architectural Treasures*, Ramallah.
- PECDAR (Palestinian Agency for Development and Reconstruction), [1998], *First Plan for Emergency, West bank & Gaza Strip*, Ramallah.

- SANBAR E. [1997], *Le bien des absents*, Arles, Actes Sud.
- STIEGLER B. [1994], *La technique et le temps*, Paris, Galilée.
- SLYOMOVICS S. [1998], *Object of Memory : Arab and Jew Narrate the Palestinian Village*, Philadelphia, University of Pennsylvania.
- TODOROV T. [1995], *Les abus de mémoire*, Paris, Arléa.
- UNESCO & Palestinian Authority [1998], *Emergency Action Plan for the Bethlehem Area*, Jerusalem.
- WRIGHT G. (éd.) [1996], *The formation of National Collections of Art and Archaeology*, Washington, National, Gallery of Art.
- ZAHLAN A.B. (éd.) [1997], *The Reconstruction of Palestine*, London, P. Kegan.



Porte de Jaffa à Jérusalem-Ouest sur la ligne verte: réhabilitation de l'ancien quartier arabe de Musnara. En arrière plan, l'Hôtel Sheraton et contiguë, la cité résidentielle du village de David. (© G. Dupin, 2003)



Le complexe hôtelier inachevé de Al-Khader réalisé dans le cadre de Bethléem 2000, site historique des Piscines de Salomon. (© G. Dupin, 2003)



Un khan réhabilité en musée à Ramallah. (© G. Dupin, 2003)



La cité résidentielle privée de Tal es Safa (Ramallah) donnant sur la vallée du Jourdain.
(© G. Dupin, 2003)